

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010736 – AMR 37/013/01

Action complémentaire sur l'AU 169/01 (AMR 37/007/01 du 6 juillet 2001) et suivantes (AMR 37/008/01 du 19 juillet 2001 et AMR 37/010/01 du 2 août 2001)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT / HOMICIDE ILLÉGAL

### HONDURAS

#### Dirigeants communautaires :

Rafael de Jesús Ulloa (h), maire de Gualaco, et les sept conseillers municipaux de Gualaco, dont Macario Echevarría (h), Luís Rufino García (h), Manuel Enterio Santos (h), Ramón Orlando Escobar (h) et Angela María Rivera (f)

#### Nouveaux noms :

José Andrés Tamayo (h) et Osmín Flores (h), prêtres  
Mayk Alfredo Ramos (h), Angel Orlando Murillo (h) et Dennis Murillo (h), dirigeants communautaires

---

Londres, le 14 novembre 2001

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité des personnes nommées ci-dessus, qui ont apparemment été menacées et harcelées alors qu'elles luttent pour la défense de leur communauté et de l'environnement dans le département d'Olancho.

D'après les informations recueillies, le 30 octobre, un policier a braqué son arme sur le père José Andrés Tamayo de manière menaçante, alors qu'il participait à une manifestation organisée en faveur de la protection de l'environnement. Le père Tamayo mène campagne activement avec des communautés du nord du département, pour qu'il soit mis fin aux coupes d'arbres effectuées sans discernement dans la région par des entreprises d'exploitation forestières. Cet homme est également menacé par des criminels locaux, qui auraient mis sa tête à prix. Sa situation est similaire à celle d'un autre prêtre engagé dans la défense des droits humains, le père Peter Marchetti, qui a été menacé en mai dernier en raison du soutien qu'il apporte à des paysans de la région (voir l'AU 126/01, AMR 37/004/01 du 22 mai 2001).

Dans le cadre d'une campagne persistante d'intimidation, les dirigeants communautaires Mayk Alfredo Ramos, Angel Orlando Murillo et Dennis Murillo ont apparemment reçu des menaces de mort, liées à leur opposition à l'abattage des arbres par des entreprises d'exploitation forestière dans le nord du département d'Olancho.

Rafael de Jesús Ulloa, le maire de Gualaco, a été de nouveau menacé de mort. En outre, au cours du mois d'octobre, sa fille a été suivie à deux reprises par une voiture aux vitres teintées dépourvue de plaques d'immatriculation. Ce véhicule était conduit par un homme qui travaille apparemment pour l'entreprise chargée de la construction du barrage à laquelle les communautés locales sont opposées. En octobre, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé au gouvernement hondurien de prendre des mesures de protection en faveur de Rafael de Jesús Ulloa et d'autres personnes, au nombre desquelles sa fille a été ultérieurement incluse. Il semble que les autorités honduriennes n'aient tenu aucun compte de cette requête.

Les communautés du département d'Olancho vivent dans la crainte de représailles en raison de leur opposition à la construction du barrage hydroélectrique qui doit être édifié dans la région. Ce sentiment d'insécurité s'est renforcé à la suite du meurtre de Carlos Roberto Flores, en juin dernier. D'après les informations recueillies, cet homme a été tué par des agents de sécurité travaillant pour l'entreprise Energisa, chargée de la construction du barrage. Bien que cinq de ces agents de sécurité aient été inculpés et que des mandats d'arrêt aient été délivrés à leur rencontre, ils sont toujours en liberté.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou en français) :**

- dites-vous préoccupé par la situation d'insécurité particulièrement grave qui règne dans la municipalité de Gualaco ;
- appelez les autorités à enquêter sur les menaces persistantes dirigées contre le maire de Gualaco, Rafael de Jesús Ulloa, et sa fille ;
- demandez instamment que soient prises des mesures de protection en leur faveur, ainsi que l'a demandé la Commission interaméricaine des droits de l'homme ;
- exhortez les autorités à mener des investigations sur les menaces dont ont été victimes le père José Andrés Tamayo et le père Osmín Flores, ainsi que les dirigeants communautaires Mayk Alfredo Ramos, Angel Orlando Murillo et Dennis Murillo ;
- demandez si une enquête exhaustive et impartiale a été menée dans les plus brefs délais sur la mort de Carlos Roberto Flores, si les résultats de ces investigations ont été rendus publics, et si ceux qui ont planifié, ordonné et commis ce crime ont été traduits en justice ;
- demandez au ministre de la Sécurité si les mandats d'arrêt délivrés contre les agents de sécurité d'Energisa inculpés du meurtre de Carlos Roberto Flores ont été exécutés.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

S. E. Carlos Roberto Flores Facussé  
Presidente de la República de Honduras  
Casa Presidencial  
Boulevard Juan Pablo Segundo  
Palacio José Cecilio del Valle  
Tegucigalpa, Honduras

**Fax :** + 504 234 1484

**Télégrammes :** Presidente de la República, Tegucigalpa, Honduras

**Formule d'appel :** *Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

**Procureur général :**

Dr. Roy Edmundo Medina  
Fiscal General de la República  
Fiscalía General, Ministerio Público  
Edificio Castillo Poujol, 4 Avd,  
Colonia Palmira, Boulevard Morazán  
Tegucigalpa, Honduras

**Télégrammes :** Fiscal General, Tegucigalpa, Honduras

**Fax :** + 504 221 5667

**Formule d'appel :** *Señor Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

**Ministre de la Sécurité :**

Dr. Gautama Fonseca  
Ministro de Seguridad  
Ministerio de Seguridad  
Tegucigalpa, Honduras

**Télégrammes :** Ministro Seguridad, Tegucigalpa, Honduras

**Fax :** + 504 239 6892

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains :**

Coordinadora Nacional Contra la Impunidad  
Apartado Postal 1243  
Tegucigalpa, Honduras

**Commissaire national pour la protection des droits humains :**

Dr. Leo Valladares Lanza  
Comisionado Nacional de Protección de los Derechos Humanos  
Avda. La Paz No. 2444, Contiguo a Galerías La Paz  
Tegucigalpa, Honduras

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 26 DÉCEMBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*